REPUBLIQUE FRANCAISE



N°2025-467

## DECISION DU MAIRE

## PRISE LE 0 5 NOV. 2025

EN APPLICATION DE LA DELEGATION D'ATTRIBUTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL RESULTANT DE LA DELIBERATION DU 1er FEVRIER 2024

OBJET : Contrat n°C25080 relatif à la mise à disposition de l'accord-cadre « Fourniture, l'intégration et la maintenance de matériels et solutions de téléphonie (TOIP) ».

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency, Vice-président délégué du Conseil départemental du Val d'Oise,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU le Code de la Commande Publique,

**VU** la délibération n°2024-02-01/06 du 1<sup>er</sup> février 2024 aux termes de laquelle le Maire a reçu délégation d'attribution du Conseil municipal,

**CONSIDERANT** le souhait de la ville de faire appel aux services d'une entreprise extérieure pour assurer la fourniture et l'intégration et la maintenance de matériels et solutions de téléphonie (TOIP),

**CONSIDERANT** la proposition de CANUT – Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms, domiciliée 4 place Amédée Bonnet – à LYON (69002), mettant à disposition l'accord-cadre « Fourniture, l'intégration et la maintenance de matériels et solutions de téléphonie (TOIP) »,

## DECIDE

Article 1: d'accepter et de signer le contrat avec la société CANUT – Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms, domiciliée 4 place Amédée Bonnet – à LYON (69002) pour un montant annuel de 300 € HT par année civile, pour la mise à disposition de l'accord-cadre « Fourniture, l'intégration et la maintenance de matériels et solutions de téléphonie (TOIP) ».

<u>Article 2</u>: que le contrat est conclu pour une durée d'un an, renouvelable chaque 1<sup>er</sup> janvier par tacite reconduction, jusqu'au 23 avril 2029, date de fin de l'accord-cadre.

Article 3 : L'inscription des crédits correspondants sur le budget de la ville,

N

Accusé de réception en préfecture 095-219505989-20251105-C25080-CC Date de réception préfecture : 05/11/2025 <u>Article 4</u>: Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Comptable publique sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution des présentes dispositions.

Article 5 : La présente décision est transmise :

- à Monsieur le Sous-Préfet de Sarcelles,

- à Madame la Comptable Assignataire des Paiement de Montmorency

Le **M**aire, Vice-président délégué du Conseil départemental,

Luc STREHAIANO

Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le :

0 5 NOV. 2025

Mis en ligne et/ou notifié le :

0 5 NOV. 2025

Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT. Le

0 5 NOV. 2025

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de 2 mois à compter de la date du « rendu exécutoire » mentionnée sur le présent acte.

M